

TRIBUNAL D'INSTANCE  
SAINT-BRIEUC  
JURIDICTION DE PROXIMITE

RG N° 91-11-000103

JUGEMENT  
Du : 06/09/2011

### **JUGEMENT**

A l'audience publique de la juridiction de proximité tenue le 6 septembre 2011

Sous la Présidence de Mme GRAVIS Marine, Juge de Proximité,  
Assistée de Mme GARRO Catherine, Greffier en chef,

Après débats à l'audience du 7 juin 2011, le jugement suivant a été rendu

ENTRE :

*DEMANDEUR(S) :*

**Monsieur J.**  
Comparant en personne

ET :

*DEFENDEUR(S) :*

**Le fournisseur X**

## **EXPOSE DU LITIGE**

M. et Mme J. demeurent [...].

Durant la période de novembre 2008 jusqu'à décembre 2009, leur consommation d'énergie s'élevait à 21274 KWh représentant 2389,06 €. Monsieur J. considère ce montant comme excessif au regard des factures d'énergie des années passées.

Une vérification visuelle du compteur électrique par le fournisseur X a été effectuée, qui n'a détecté aucune anomalie.

Monsieur J. a engagé d'autres démarches afin de vérifier l'origine de la surconsommation d'énergie en 2009, notamment la vérification de la pompe à chaleur, de la qualité d'isolation, d'installation électrique. Aucun dysfonctionnement n'a été révélé.

Le demandeur a saisi le Médiateur National de l'Energie qui n'a pas donné suite dans les délais exigés bien qu'il ait jugé la requête recevable.

Par déclaration au greffe du 1 avril 2011, Monsieur J. sollicite de la juridiction de proximité qu'elle condamne le fournisseur X à lui payer une somme de 730,49 € au titre de la restitution de trop perçu pour la facture de 2009 avec les intérêts au taux de 3% sur 15 mois – 25,37 € et 502,82 € de dommages-intérêts.

Le fournisseur X soutient que sa responsabilité ne peut être engagée que s'il y a une preuve du défaut du compteur. Ce défaut peut être constaté par une vérification métrologique. Ce service est à la charge du client sauf si un dysfonctionnement est avéré.

A l'audience des plaidoiries, un accord est intervenu entre les parties, et une demande d'homologation de cet accord est déposée.

## **MOTIFS DE LA DECISION**

Les parties ont convenu de considérer le résultat du contrôle métrologique comme la preuve de la responsabilité du fournisseur X.

Dès lors, si le contrôle prouve le dysfonctionnement du compteur, le fournisseur X accepte de verser à Monsieur J. 757,86 € représentant la restitution du trop perçu pour la facture de l'an 2009 avec les intérêts au taux légal à compter de la date de signification de la décision aux parties, ainsi que de lui verser la somme de 502,82 € à titre de dommages-intérêts.

Dans le cas contraire, Monsieur J. accepte de renoncer à tout recours ultérieur à l'encontre du fournisseur X au même titre

Les parties acceptent de partager les frais du contrôle métrologique de la manière suivante. Si la vérification montre le dysfonctionnement du compteur d'énergie, les frais seraient entièrement pris en charge par le fournisseur X.

Cependant, en cas de conformité, les frais seraient couverts par moitié.

Au titre de l'article 2052 du code civil « *les transactions ont entre les parties autorisé de la chose jugée en dernier ressort. Elles ne peuvent être attaquées ni pour erreur de droit, ni pour cause de lésion* ».

#### **PAR CES MOTIFS**

La Juridiction, statuant publiquement par jugement contradictoire et en dernier ressort :

ORDONNE la vérification métrologique du compteur de Monsieur J.

DIT que si le contrôle prouve le dysfonctionnement du compteur, le fournisseur X versera à Monsieur J. la somme de 757,86 € représentant la restitution du trop perçu pour la facture 2009 avec intérêts au taux légal à compter de la date de signification de la décision aux parties, ainsi que la somme de 502,82 € à titre des dommages-intérêts.

CONDAMNE les deux parties aux dépens de l'instance par moitié.

Ainsi jugé et prononcé par mise à disposition au greffe les jour, mois an et lieu susdits/

Et ont signé

LE GREFFIER EN CHEF

LE JUGE DE PROXIMITE